

**Conseil économique et social**

Provisoire

22 janvier 2004

Français

Original: anglais

Session de fond de 2002**Compte rendu analytique provisoire de la 43^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 4 octobre 2002, à 15 heures

Président : M. Šimonović (Croatie)**Sommaire**

Commemoration du dixième anniversaire de la signature de l'Accord général de paix au Mozambique

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

02-62088 (F)



La séance est ouverte à 15 h 20.

Commémoration du dixième anniversaire de la signature de l'Accord général de paix au Mozambique

1. **M. Šimonović** (Président) dit que la présente séance a pour objet non seulement de commémorer le dixième anniversaire de la signature, à Rome, de l'Accord général de paix au Mozambique qui a mis fin à 16 années de guerre civile mais aussi d'apporter des encouragements au Mozambique, qui entreprend maintenant de poursuivre un développement économique et social durable. C'est la raison pour laquelle le Conseil est le cadre qui convient à cette commémoration. Dans la période qui a suivi le conflit, les Nations Unies ont aussi joué un rôle par leur opération au Mozambique (ONUMOZ) qui a duré deux ans. La présence aux cérémonies d'un aussi grand nombre de hauts représentants de l'ONU équivaut à la reconnaissance par celle-ci de ce que ses principaux organes doivent coopérer pour servir ses buts. Les événements récents ont montré clairement le lien qui existe entre la sécurité et l'édification de la paix et l'expérience acquise au Mozambique servira dans d'autres situations.

2. **Mme Fréchette** (Vice-Secrétaire générale) dit que l'Accord général de paix au Mozambique a clos un conflit qui avait chassé des millions de gens de chez eux, détruit une grande partie de l'infrastructure économique et sociale du pays et fait des centaines de milliers de morts directement ou par les maladies et la famine.

3. Les habitants du Mozambique ont choisi la voie de la paix et se sont donné beaucoup de mal pour garantir des élections démocratiques, protéger les droits de l'homme et édifier une société civile dynamique. Ils ont aussi lutté avec courage dernièrement contre deux fléaux, les inondations de février 2000 et la diffusion du VIH/Sida.

4. Tous les pays peuvent profiter des enseignements de l'expérience mozambicaine. Un certain nombre de facteurs sont particulièrement importants. Le premier est la volonté politique: les parties ont compris qu'il ne pouvait pas y avoir de solution militaire au conflit et se sont engagées à résoudre leurs différends par la négociation. Le deuxième tient aux dirigeants: M. Chissano, le Président, et M. Dhlakama (RENAMO) ont tous deux appliqué l'Accord général

de paix avec pragmatisme et souplesse. Le troisième facteur est le développement économique et social: les améliorations de la vie quotidienne ont prouvé que la paix pouvait produire des dividendes. Quatrièmement, il y eu l'appui international, qui est venu de l'Union européenne, du Japon et d'autres pays. Cinquièmement, le contexte régional, fin de l'apartheid et instauration d'un régime démocratique en Afrique du Sud, a amélioré les perspectives de tous les pays voisins. Sixièmement, il faut parler du renouveau institutionnel: l'ONUMOZ s'y est consacrée et l'ancien mouvement d'opposition s'est transformé par là en un parti politique. Les mécanismes de coopération régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont offert au Mozambique des possibilités nouvelles. Le septième facteur est le mandat sans ambiguïté que le Conseil de sécurité a donné à l'Organisation.

5. Le Mozambique a fait mentir la mauvaise opinion que certains peuvent avoir des pays d'Afrique et a montré ce que pouvait donner un véritable partenariat. La reconstruction n'est cependant pas achevée et le Conseil doit continuer à travailler avec le Mozambique. La séance en cours offre l'occasion de renouveler l'engagement de servir la sécurité et le bien-être des Mozambicains.

6. **M. Santos Simão** (Mozambique) dit que le succès de son pays ne peut véritablement être compris que si l'on examine l'origine et la dynamique du conflit. L'Angola et le Mozambique se sont constitués en pays indépendants au plus fort de la Guerre froide. Ils ont déplacé l'équilibre des pouvoirs en Afrique australe et accéléré la décolonisation. Les ennemis du Mozambique ont réagi à ce nouveau modèle de société que le pays était en train de proposer en retournant ses habitants les uns contre les autres.

7. Les parties aux négociations qui ont abouti à l'Accord général de paix ont placé l'intérêt national, la paix et les perspectives d'avenir meilleur pour tous au-dessus des différends politiques et idéologiques et des manipulations extérieures. L'Accord a répondu aux principales préoccupations des parties au conflit et la volonté de celles-ci de le respecter, des contacts directs et réguliers entre elles, leur aptitude à discipliner leurs partisans et l'adoption de mesures de confiance visant à dissiper les craintes ont contribué à son succès durable.

8. Les efforts de paix ont cherché aussi à aider la population profondément traumatisée. Le gouvernement a collaboré de près avec des ONG et la société civile en général pour mettre en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Le processus de réhabilitation et de réinsertion a été délicat car il nécessitait un esprit authentique de réconciliation, d'ouverture et de pardon, puisque les anciens rebelles avaient commis des atrocités contre leurs concitoyens. Néanmoins, ils ont retrouvé une place normale dans la société. Leur réinsertion a présenté des avantages pendant la phase de déminage puisqu'ils ont aidé à retrouver les mines qu'ils avaient eux-mêmes posées. Le déminage à son tour a accru la sécurité des réfugiés qui revenaient au pays ainsi que des personnes déplacées de l'intérieur et a permis à la réinstallation et à la reconstruction de commencer. Le désarmement des anciens combattants a eu aussi une importance symbolique puisqu'il a fait vraiment comprendre que la guerre était finie et que la paix était irréversible.

9. La reconstruction a surtout porté sur l'infrastructure socioéconomique de base, entre autres écoles, centres de soins de santé, routes et ponts. Les travaux de reconstruction ont été accomplis par les bénéficiaires de l'aide dans le cadre de projets novateurs de nourriture contre travail et d'emplois indépendants. Ces bénéficiaires ont ainsi eu davantage l'impression qu'ils avaient la reconstruction en main.

10. Avec la fin de la violence et de la guerre, les attentes ont été élevées et le gouvernement s'est trouvé dans l'obligation de fournir rapidement des prestations économiques et sociales alors que l'économie était quasiment paralysée. Les élections risquaient d'entraîner l'instabilité si l'une ou l'autre partie refusait d'accepter leurs résultats et elles auraient pu être dangereuses dans la période qui a suivi le conflit au lieu de contribuer à la confiance. Pour éviter ce risque, il fallait que chacun des opposants soit en position de gagner et c'est ce qui explique pourquoi on a donné aux combattants de la veille des compétences de base et on leur a apporté une aide matérielle et financière qui les dissuade de recourir à la violence et au banditisme pour vivre. Ces efforts ont été positifs et le Mozambique est maintenant une démocratie de plein droit qui a passé l'épreuve du vote populaire au cours de deux élections, l'une générale, l'autre présidentielle.

11. La remise en état de l'infrastructure de base et le déminage ont permis de relancer l'économie rurale, ce

qui était essentiel pour accroître les revenus de la majeure partie de la population. L'économie mozambicaine est maintenant l'une de celles qui se développent le plus vite dans le monde. Cette croissance a stimulé des investissements sociaux et, en 1998, le pays avait reconstruit toutes ses installations d'enseignement et santé. En 2000, le taux de scolarisation était remonté à 93 %.

12. Cela ne veut pas dire que tous les écueils ont disparu. La pandémie de VIH/Sida et d'autres maladies graves comme la tuberculose, le paludisme et le choléra fauchent de nombreux Mozambicains parmi les jeunes ou les catégories instruites ce qui prive le pays de ressources humaines indispensables et, malgré des succès remarquables, près de 70 % de la population vivent encore dans la pauvreté absolue. Le gouvernement a placé la réduction de la pauvreté au premier rang de ses priorités.

13. La démocratisation doit aussi être consolidée par un renforcement des institutions. La police et le pouvoir judiciaire doivent être plus efficaces, mieux formés et mieux rémunérés pour lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme et le trafic des drogues, protéger les citoyens ordinaires et défendre les droits de l'homme. Les conditions de travail et la formation doivent aussi être améliorées dans toute la fonction publique pour développer ses capacités et ses compétences et la mettre à l'abri de la corruption et des prébendes. Le gouvernement a entrepris de la réformer dans ce sens.

14. La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer dans le processus de paix en général, non seulement pour le rendre plus facile et servir de médiateur, mais aussi en étant un gage de crédibilité, de prestige et de sérieux. Ce qu'il faut absolument qu'elle fasse c'est créer non pas seulement les conditions matérielles nécessaires à l'édification de la paix, mais aussi les conditions d'un relèvement après conflit, puisque des partenaires internationaux peuvent appuyer les ONG nationales et les partis politiques d'opposition. À ce sujet, les financements doivent avoir lieu au grand jour dans des conditions de transparence pour éviter toute dissimulation d'objectifs qui ferait douter des donateurs comme des bénéficiaires.

15. Le rôle de l'ONU a été fondamental à tous les stades du processus de paix au Mozambique. Sa présence a amélioré le dialogue entre le Gouvernement

et les autres parties et a donné davantage confiance aux participants, particulièrement au début où l'issue était encore très incertaine. L'ONU a permis aussi à de nombreux pays d'exprimer leur solidarité et leur appui au Mozambique en envoyant des casques bleus, des experts techniques et des représentants de médias et d'ONG. Une fois les opérations de maintien de la paix terminées, l'ONU a continué de participer activement à l'édification de la paix et au développement à long terme. Cette solidarité et cet appui ont aidé le Mozambique à comprendre qu'il avait le devoir, dans les conflits, d'aider et d'encourager les adversaires à faire la paix et c'est la raison pour laquelle celle-ci a constitué l'objectif principal de sa politique étrangère.

16. **M. Belinga-Eboutou** (Cameroun), parlant en sa qualité de président du Conseil de sécurité, dit qu'en commémorant la réussite des Mozambicains qui ont reconstruit leur pays après 16 années de guerre civile, le Conseil salue aussi un exemple de coordination réussie dans le cadre des Nations Unies pour promouvoir la paix et le développement en Afrique car le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social ont planifié et surveillé ensemble l'ONUMOZ. Le Conseil économique et social a coordonné les opérations de maintien de la paix et de reconstruction et surveillé la démobilisation, la création d'une armée intégrée et la relance économique.

17. **M. Belinga-Eboutou** se félicite du développement de la coopération entre le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité, particulièrement en ce qui concerne le maintien et l'édification de la paix, par la création de groupes de travail et la reconnaissance de l'aspect pluridimensionnel des opérations de maintien de la paix. Pour le Conseil de sécurité, l'édification de la paix suppose une approche intégrée aux opérations de paix et à la reconstruction après les conflits, pour laquelle il faut s'attaquer à l'origine de ceux-ci et prendre en compte leurs dimensions économiques et sociales. Les activités de reconstruction après les conflits entreprises par le Conseil économique et social sont un prolongement logique des opérations de maintien de la paix.

18. Enfin, M. Belinga-Eboutou exprime aux habitants et au Gouvernement du Mozambique ses vœux les plus fervents de succès et de prospérité et il est particulièrement fier qu'un pays africain soit cité en exemple dans les domaines de l'édification de la paix,

de la réconciliation, du progrès économique et de l'attachement à la démocratie.

19. Parlant en sa qualité de Président de l'Assemblée générale, **M. Kavan** (République tchèque) dit que ce que les Nations Unies ont fait au Mozambique montre la valeur d'un déploiement rapide de missions dotées d'un mandat global de renforcement de la paix après les conflits. Néanmoins, elles n'auraient pas pu réussir sans la volonté du Gouvernement et des Mozambicains eux-mêmes d'instaurer la paix et de reconstruire leur pays. Cette expérience servira d'exemple aux autres pays d'Afrique aux prises avec un conflit et l'instabilité depuis longtemps, comme c'est le cas de la République démocratique du Congo, de l'Angola ou de la Guinée-Bissau.

20. Les réformes politiques, économiques et sociales ont créé des conditions intéressantes pour les investisseurs étrangers. Le multipartisme retrouvé et la pleine participation de la population doivent être maintenus pour protéger les fondements démocratiques mis en place par le processus électoral. Les efforts d'édification de capacité déployés dans le secteur public et dans le secteur privé en vue d'améliorer la planification, la gestion et la mise en œuvre des stratégies de développement doivent être intensifiés. Il faudra pour cela renforcer les structures étatiques ainsi que la coordination intersectorielle et intrasectorielle pour que tous les Mozambicains, hommes ou femmes, en retirent autant d'avantages que possible malgré même leur isolement géographique ou régional.

21. Par l'intermédiaire du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, de nombreux organismes de celles-ci ont continué d'aider le pays à surmonter les années de conflit et de favoriser le développement économique. En même temps que les pouvoirs publics, la communauté des donateurs, les organisations non gouvernementales et les partenaires de la société civile, le système des Nations Unies a l'intention de mobiliser plus de 300 millions de dollars E.-U. au cours de la période 2002-2006. L'appui apporté par l'Organisation au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, auquel participe le Mozambique, est un autre exemple de la volonté de l'Organisation de continuer d'œuvrer pour la stabilité et la prospérité économique du continent.

22. Malgré une reprise économique notable, le Mozambique fait toujours partie des pays les moins avancés et se heurte à de nombreux problèmes, dont

l'un des plus graves est son extrême pauvreté. Toutefois, depuis les fameuses élections multipartites de 1994, il a pris des mesures importantes pour renforcer la démocratie et mettre en œuvre un programme complet de réforme économique et M. Kavan lui présente ses vœux de succès dans cette entreprise difficile de stabilisation et d'édification de capacités.

23. **M. Brown** [Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)] a dit que l'exemple du Mozambique montre comment un pays peut réussir après un conflit et aussi ce qu'il peut obtenir lorsque ses dirigeants et son administration publique sont mus par une véritable volonté de reconstruction et de réconciliation.

24. À l'époque de l'accord de paix, le PNUD travaillait au Mozambique depuis 15 ans et était donc bien placé pour aider le pays dans sa tâche de reconstruction. Il fallait pour cela relever toute l'infrastructure ainsi que l'économie, les systèmes d'administration et les réseaux sociaux car l'économie était en lambeaux, la sécurité nationale s'était effondrée, il y avait des mines terrestres partout et plus de 90 000 soldats devaient encore être démobilisés et réinsérés.

25. En ce qui concerne cette immobilisation et cette réinsertion, en coopération avec des partenaires nationaux et des organismes des Nations Unies, le PNUD a appuyé les travaux de l'ONUMOZ en fournissant une formation, des conseils, et un capital de départ à de très nombreux démobilisés, personnes déplacées de l'intérieur ou réfugiées afin de leur proposer un véritable dividende de paix, autrement dit une solution économique viable autre que la guerre. En coopération avec la communauté internationale et le système des Nations Unies, le PNUD a distribué de la nourriture, des semences et des outils aux réfugiés qui avaient été réinstallés et a encouragé l'édification de capacités institutionnelles, ce qui a permis au nouveau gouvernement de guider le processus de démobilisation et de réinsertion.

26. Pour ce qui est de l'appui électoral, le PNUD a contribué de manière décisive à mobiliser les ressources, à édifier des capacités, à faire l'éducation des électeurs et à les recenser, créant ainsi un modèle qui a servi par la suite en Indonésie et en Sierra Leone. La participation de toute la communauté internationale

a été indispensable pour structurer un processus électoral crédible qui résiste aux épreuves.

27. Le PNUD a aussi favorisé la primauté du droit en dispensant une formation aux membres des services de police et aux surveillants des prisons et en organisant la formation des parlementaires au processus législatif, entre autres la rédaction de textes, contribuant par là à la stabilité durable du processus démocratique. En même temps que d'autres partenaires, il a aussi aidé le gouvernement à mettre en œuvre des programmes de développement rural pour faire reculer la pauvreté et rajeunir l'économie rurale, indispensable pour le développement économique.

28. L'expérience du Mozambique a fourni des enseignements importants sur la nécessité d'une collaboration avec un vaste éventail de partenaires dans les situations postérieures à un conflit et elle prouve le rôle essentiel du gouvernement, de la société civile et, de fait, de la population toute entière dans l'édification de la paix. Les Mozambicains ont surmonté les obstacles qui se dressaient devant eux et la communauté internationale est honorée d'avoir pu les aider en partageant leur destin. Les réactions extraordinaires aux demandes de secours, à la suite des récentes inondations catastrophiques, ont montré que les donateurs étaient tout à fait prêts à aider les gouvernements auxquels ils faisaient confiance.

29. **M. Konjul** (Maurice), parlant en sa qualité de Président du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention ou le règlement des conflits en Afrique, dit que les enseignements recueillis au Mozambique pourront servir dans d'autres pays qui sortent de conflits.

30. Le succès de l'Accord général de paix pour le Mozambique est imputable à un certain nombre de facteurs, dont surtout la volonté sans ambiguïté du gouvernement de le mettre en œuvre. En permettant la poursuite du dialogue, la direction politique du Mozambique a créé un climat de confiance qui a incité de nombreux réfugiés et personnes déplacées à revenir chez eux. Dans l'ensemble, la population a adhéré au processus de paix. La consolidation de la paix par des réformes politiques et économiques, le renforcement des institutions démocratiques, la constitution d'une armée unifiée, une réconciliation d'ensemble et la mise en place de conditions permettant la croissance économique ont jeté les bases d'un développement économique soutenu. L'ONUMOZ et la communauté

internationale ont aussi apporté leur aide sous forme d'une assistance, financière et autre, très nécessaire.

31. L'instauration d'une véritable culture de paix et de tolérance est une condition indispensable à l'établissement d'une paix durable et le succès du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des combattants au Mozambique a contribué à l'irréversibilité du processus de paix. L'ONUMOZ n'a pas été seulement une opération transitoire de maintien de la paix et a englobé des composantes politiques, militaires, électorales et humanitaires. Par son plan d'appui à la réinsertion et avec l'aide du PNUD, la Commission de réinsertion a formé les soldats démobilisés à un métier, au commerce ou à la création d'une microentreprise et leur a donné des possibilités de travail et, par là, de réinsertion. Ces programmes, qui ont coûté près de 95 millions de dollars E.-U., n'auraient pas été possibles sans l'appui international. Leur succès souligne l'importance d'un financement suffisant des programmes d'édification de la paix.

32. L'enseignement peut-être le plus utile dans d'autres zones de conflit non encore réglés est l'importance d'un désarmement, d'une démobilisation et d'une réinsertion véritables. Une stratégie globale à ce sujet demeure l'élément déterminant d'une paix durable et tous les organes compétents de l'ONU devraient œuvrer de concert pour que ces trois phases soient complètes, faute de quoi les combats risquent de reprendre, comme on l'a vu en République centrafricaine ou en Guinée-Bissau.

33. Le désarmement ne peut pas être complet si les armes ne sont pas correctement rassemblées et éliminées. Des armes, surtout de petite taille, continuent souvent de circuler après les conflits, provoquant la mort de 500 000 personnes chaque année et le déplacement de très nombreux civils. La circulation illicite de petites armes menace directement et constamment la paix, la réconciliation, la sûreté, la sécurité, la stabilité et le développement durable. L'Afrique est l'une des régions qui en souffre le plus. M. Koonjoul accueille avec satisfaction les recommandations faites par le Secrétaire général dans son récent rapport sur les petites armes.

34. Les institutions de Bretton Woods devraient réserver une attention particulière aux pays qui sortent de conflits armés et ont du mal à trouver des ressources suffisantes pour reconstruire leur économie. Dans des situations précaires, ils ont particulièrement besoin de

l'assistance d'investisseurs et de donateurs. Certes, la paix et la stabilité sont les conditions essentielles du développement mais l'inverse est aussi vrai: il ne peut y avoir de paix ni de stabilité sans développement. Les institutions financières internationales doivent faire preuve d'une souplesse extrême pour fournir l'assistance dans ces cas. Une approche par étapes est nécessaire car les pays ont une faible capacité d'absorption de l'assistance économique et financière.

35. Les programmes d'édification de la paix après les conflits doivent prévoir une éducation civique qui développe la tolérance à l'égard des diversités d'opinion et crée un climat propice à une société pluraliste. L'expérience du Mozambique a aussi prouvé l'importance d'une transition harmonieuse entre les activités de maintien de la paix et l'édification de la paix.

36. Au Mozambique, l'économie demeure extrêmement fragile parce qu'elle est toujours vulnérable aux inondations dévastatrices et que la prévalence du VIH/Sida y est élevée. En outre, de nombreuses mines terrestres n'ont pas encore été enlevées.

37. La communauté internationale, particulièrement l'Organisation des Nations Unies, doit continuer à investir au Mozambique jusqu'à ce que la reconstruction y soit achevée. Le système des Nations Unies doit coordonner ses efforts avec ceux de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de l'Union africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales.

38. Le Mozambique est l'un des rares pays d'Afrique qui ont retiré de réels dividendes de la paix. Certains pays restent aux prises avec des conflits graves et d'autres n'ont pas encore décollé économiquement bien que les conflits armés y aient pris fin. La communauté internationale doit se mobiliser pour que les pays qui sortent des conflits reçoivent l'assistance nécessaire. Il faut pour cela que les dirigeants politiques soient résolus durablement à entreprendre, entre autres, les réformes nécessaires qui engagent leur pays sur la voie de la réconciliation et du développement économique.

39. **M. Desai** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que c'est surtout grâce aux dirigeants et aux habitants du Mozambique que l'accord de paix a réussi mais que la communauté internationale peut tirer une certaine fierté de sa

réaction appropriée et rapide aux besoins du pays. Le travail accompli par le système des Nations Unies au Mozambique a eu une influence considérable sur sa façon de penser dans de nombreux domaines, mais il ne faut pas oublier que le relèvement après conflit et l'édification de la paix ont été encore plus difficiles que le maintien de la paix et les négociations de paix.

40. Il est généralement admis que le développement après un conflit pose de nombreux problèmes spécifiques, mais on ne savait pas clairement s'ils relevaient du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social ou d'un autre organe. M. Desai se félicite donc de ce que le Conseil économique et social ait décidé de créer un groupe de travail spécial à cette fin. Il se peut fort bien qu'en 2012, le Conseil puisse célébrer une décennie de paix, de démocratie et de développement dans des pays comme le Rwanda ou le Libéria.

41. Parlant au nom de la Communauté des pays lusophones, dont fait maintenant partie le Timor-Leste, **M. Fonseca** (Brésil) dit que le parcours du Mozambique prouve que lorsque c'est le pays qui décide et que les conditions requises sont réunies, le système des Nations Unies peut épauler de manière décisive les efforts nationaux. L'histoire a montré aussi que lorsque les programmes, fonds et organismes des Nations Unies coordonnent leur action et que le gouvernement prend la tête des opérations, des résultats tangibles et durables sont possibles.

42. Le Mozambique a beaucoup progressé et sa croissance économique est rapide depuis 10 ans, malgré la persistance d'un certain nombre de problèmes. La Communauté des pays lusophones s'engage à continuer d'appuyer les efforts de développement du Mozambique, particulièrement par la coopération Sud-Sud, et invite instamment la communauté internationale à continuer de soutenir ce pays pour promouvoir le développement et améliorer la qualité de vie de ses habitants.

43. Parlant au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, **M. Jeremy Greenstock** (Royaume-Uni) relève un lien indissoluble entre le développement et le règlement des conflits. La communauté internationale doit exploiter les enseignements de ce succès pour mettre en œuvre des programmes effectifs de désarmement, démobilisation et réinsertion, première étape vers une paix et un développement durables. Le sens de ce succès pour le

système des Nations Unies ne doit pas non plus être oublié.

44. Le Gouvernement britannique a donné acte au Mozambique de ces résultats remarquables en accroissant sensiblement l'aide qu'il s'était engagé à fournir pour le développement de ce pays au cours des dernières années. La démonstration par les faits de ce qui a réussi au Mozambique prouve que le resserrement des liens entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social est nécessaire et qu'il n'est pas possible de traiter isolément des questions comme les conflits, la paix et la sécurité, le développement économique et la cohésion sociale pour définir des stratégies de paix et de développement. Les faits sont venus réfuter cette idée selon laquelle chaque dollar dépensé dans les pays qui sortent d'une crise ou d'un conflit serait un dollar en moins pour les programmes de développement. La meilleure façon dont le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social peuvent donner vie à leurs groupes de travail spéciaux nouvellement créés est de les charger d'étudier des exemples de réussite comme ceux du Mozambique ou de faire que les pays qui ont réussi à se sortir des conflits aident les autres.

45. Parlant au nom du Groupe des États africains, **M. Elfarnawany** (Égypte) dit que l'exemple du Mozambique montre que les Africains peuvent dépasser des années de conflit et s'orienter vers le progrès et un développement soutenus. Pour cela, néanmoins, il faut trois conditions préalables : toutes les parties aux conflits doivent faire preuve d'une volonté concertée et d'une détermination politique pour surmonter leur différends par un règlement négocié, la communauté internationale doit veiller tout au long de cette évolution et, avec les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, doit maintenir son engagement pendant toute la délicate période de transition qui va de la fin du conflit jusqu'à l'édification de la paix.

46. Tous ces ingrédients étaient présents au Mozambique. Le cas probablement le plus urgent à résoudre en Afrique est celui de la Somalie où toutes les parties au conflit vont bientôt participer à une ambitieuse conférence de réconciliation nationale dont le résultat dépendra certainement de l'assistance et de la coopération de la communauté internationale.

47. **M. Aldouri** (Observateur de l'Iraq), parlant au nom du Groupe des États d'Asie, applaudit aux efforts

déployés par le gouvernement mozambicain pour garantir le succès de l'accord conclu il y a 10 ans, instaurer la paix, la stabilité et la prospérité et édifier un modèle de dialogue et de tolérance. Il relève que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont beaucoup contribué à son succès. Il convient d'apporter au Mozambique toute l'assistance possible pour lutter contre la pauvreté et le VIH/Sida et l'aider à édifier une économie viable.

48. La paix et la stabilité sont indispensables pour atteindre les buts et répondre aux aspirations des populations et des gouvernements à la justice, au développement et à la démocratie de façon à offrir aux générations à venir la possibilité de vivre dans un monde d'équité, de stabilité et de prospérité.

49. Parlant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, **M. Sealy** (Observateur de la Trinité-et-Tobago) dit qu'en célébrant l'anniversaire de l'Accord de paix au Mozambique, on rend un juste hommage aux efforts assidus déployés par tous les secteurs de la société mozambicaine depuis 10 ans pour refermer les blessures du passé et forger un avenir économique et social plus radieux pour tous.

50. Le succès de l'ONUMOZ montre que ces opérations peuvent aider les sociétés à surmonter les divisions profondes laissées par les guerres civiles. Le Mozambique est un exemple pour tous les pays qui se trouvent dans de pareils cas. Les membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes s'engagent à continuer d'appuyer le Mozambique dans les efforts qu'il déploie pour instaurer pleinement la paix, le progrès économique et social et la réconciliation nationale.

51. **M. Carpio Govea** (Observateur du Venezuela), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que depuis 10 ans, les habitants du Mozambique ont prouvé qu'avec la volonté politique de toutes les parties et l'appui de la communauté internationale, la paix pouvait prospérer même après un conflit prolongé. Le résultat est que le Mozambique connaît un essor économique parmi les plus rapides du monde. Ce résultat est d'autant plus remarquable que le climat international de développement au cours des dernières années a beaucoup laissé à désirer. Le Groupe des 77 et la Chine ne doutent pas que le Conseil définira solidement le mandat du Groupe consultatif spécial sur la Guinée-Bissau.

52. Parlant au nom de l'Union européenne, **M Moesby** (Observateur du Danemark) dit que le succès du Mozambique découle de trois éléments: la volonté du pays d'instaurer la paix en créant des institutions appropriées, puis l'engagement et l'appui soutenus de la communauté internationale, particulièrement des Nations Unies, surtout en ce qui concerne la démobilisation, le désarmement et la réinsertion des anciens combattants, enfin le maintien par les organismes des Nations Unies ainsi que des institutions internationales de leur participation à la reconstruction du pays.

53. Le Groupe consultatif spécial sur les pays d'Afrique sortant de conflits peut être utile pour guider les pays d'Afrique dans la transition entre conflit et paix durable. L'Union européenne se félicite donc de ce que le Conseil ait autorisé son président à engager des consultations sur les modalités de création d'un tel groupe pour la Guinée-Bissau. Le Conseil pourra ainsi prouver l'utilité d'un tel instrument dans la pratique.

54. Parlant au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe, **M. Lamba** (Observateur du Malawi) dit que les résultats obtenus par le Mozambique sont un noble exemple pour d'autres pays sortant d'un conflit. Le Malawi partage une frontière avec le Mozambique et a accueilli près d'un million et demi de Mozambicains pendant de nombreuses années. Le succès de son voisin est largement l'œuvre des Mozambicains eux-mêmes qui ont tourné résolument le dos à une culture de guerre et ont favorisé la réconciliation nationale en entretenant un débat démocratique nourri en vue de l'édification de la nation. L'appui fourni par les Nations Unies pour stabiliser le pays a été important mais les résultats économiques spectaculaires que l'on constate actuellement sont l'œuvre d'un gouvernement qui travaille dans la transparence et le sens des responsabilités.

55. **M. Santa Clara Gomes** (Observateur du Portugal) dit que la communauté internationale doit rester engagée au Mozambique pour permettre à celui-ci d'avancer sur la voie d'un développement durable. Il accueille avec satisfaction le dialogue actuel entre le gouvernement et l'opposition. Les efforts que le Mozambique a déployés pour garantir son développement durable et défendre et protéger les droits de l'homme, les libertés fondamentales et le règne du droit lui garantissent d'être parmi les premiers pays à bénéficier du Nouveau partenariat pour le

développement de l'Afrique, ainsi que des partenariats de développement aux niveaux national, régional et international. Le succès que l'on célèbre actuellement est le résultat d'un partenariat entre les Nations Unies, la communauté internationale en général et le gouvernement mozambicain. Ce partenariat doit se poursuivre et les initiatives actuelles des organisations internationales et des organismes de l'ONU doivent être renforcées.

56. La communauté des donateurs doit jouer pleinement son rôle indispensable conformément aux engagements pris aux conférences qui se sont tenues récemment sous les auspices de l'ONU, entre autres le Sommet du Millénaire et le Sommet mondial pour le développement durable. En demandant la création d'un groupe chargé de l'aider, la Guinée-Bissau a montré que les pays d'Afrique avaient confiance dans le système des Nations Unies; l'Organisation doit donc continuer à s'en montrer digne.

57. **M. Siv** (États-Unis d'Amérique) félicite le Gouvernement et la population du Mozambique à l'occasion du dixième anniversaire de la signature de l'Accord général de paix. Cet accord et son application prouvent la volonté politique, aussi bien du Gouvernement que de l'opposition, d'aller de l'avant dans l'intérêt de la population. Les deux camps méritent d'être loués pour leur sens des responsabilités.

58. C'est là un exemple du rôle positif que l'ONU et la communauté internationale peuvent jouer dans le règlement des conflits et le développement après une guerre. L'ONUMOZ a joué un rôle essentiel en jetant les bases d'élections libres et justes et, de son côté, la communauté des donateurs a œuvré de concert avec le Gouvernement mozambicain pour reconstruire l'économie qui avait été détruite. Le Mozambique est un modèle de démocratie multipartite et de développement économique conduit par le libre marché en Afrique. Les résultats spectaculaires obtenus à ce jour doivent montrer la voie à d'autres pays, sur le continent ou ailleurs. Le Gouvernement de M.Siv est résolu à œuvrer avec le Mozambique dans son entreprise visant à renforcer la démocratie, réduire la pauvreté et améliorer la vie de ses habitants.

59. **M. Francese** (Italie) dit que son pays est fier d'avoir contribué à la naissance d'une démocratie pacifique au Mozambique. Le succès y a produit un modèle de développement qui peut s'appliquer à d'autres pays sortant d'un conflit. Des acteurs très

divers, de l'intérieur et aussi de l'extérieur, se sont unis pour y instaurer la paix. Les résultats obtenus par le Mozambique en 10 ans de paix attestent du potentiel de croissance économique et sociale dont peuvent bénéficier les pays d'Afrique qui décident de prendre leur propre destinée en main. Des initiatives prospectives comme celles de l'Union africaine ou du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique vont dans le bon sens. Les résultats obtenus par le Mozambique montrent que l'ONU et la communauté internationale en général doivent déployer des efforts cohérents et coordonnés. Le renforcement de la coopération entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social est tout à fait bienvenu à ce sujet, de même que la création du Groupe consultatif spécial sur les pays d'Afrique sortant d'un conflit du Conseil économique et social. L'Italie appuie pleinement le projet de création d'un tel groupe pour la Guinée-Bissau et est prête à aider le Mozambique à améliorer la situation socioéconomique de sa population.

60. Selon **M. Stanislavov** (Fédération de Russie), si la communauté internationale, particulièrement l'ONU, a joué manifestement un rôle important dans l'instauration de la paix au Mozambique, ce qui a été décisif, c'est l'aspiration de la population à la paix et la stabilité. Le Mozambique est l'un des modèles les plus réussis de reconstruction et de réconciliation après un conflit. L'engagement sans réserve de la communauté internationale dans des domaines allant de l'assistance électorale au rapatriement des réfugiés et à l'élimination de la pauvreté a favorisé ce résultat. La Fédération de Russie a fourni une assistance humanitaire et aide un certain nombre de pays d'Afrique, dont le Mozambique, à régler leurs problèmes de dette extérieure. M. Stanislavov souhaite au Mozambicains qu'ils continuent à réussir face aux importants défis qui les attendent et appuie la décision du Conseil économique et social de créer un groupe spécial pour la Guinée-Bissau.

61. **M. Kumamoto** (Japon) dit que les aspirations de la population, ainsi que le désarmement et la démobilisation des combattants ont été des éléments essentiels du succès de la paix au Mozambique. L'engagement de la communauté internationale a aussi été essentiel. Le Japon a fourni une assistance pour le déminage et au profit des personnes déplacées. Certains des enseignements retirés au Mozambique ont été appliqués au Sierra Leone et ailleurs. À ce sujet,

une évaluation et un examen continus des activités passées sont nécessaires.

62. **M. Simao** (Mozambique) note avec satisfaction que les succès remportés par son pays ont galvanisé l'ONU face à d'autres défis et constate avec satisfaction qu'elle continuera de bénéficier de l'appui et de la solidarité de la communauté internationale face à l'avenir.

La séance est levée à 18 heures.